

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74000 Annecy

Annecy, le 24 septembre 2024

## Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

### Contexte et constats

publié sur 

**PROMENS SARL**

481 AV DES VOIRONS  
74800 La Roche-sur-Foron

Références : 20240917-RAP-PROMENS-InspPFAS  
Code AIOT : 0010800019

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement PROMENS SARL implanté 481 AV DES VOIRONS BP 145 74805 LA ROCHE SUR FORON CEDEX 74800 La Roche-sur-Foron. L'inspection a été annoncée le 7 août 2024.

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 concernant le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROMENS SARL
- 481 AV DES VOIRONS BP 145 74805 LA ROCHE SUR FORON CEDEX 74800 La Roche-sur-Foron
- Code AIOT : 0010800019    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

### Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

L'établissement de La-Roche-sur-Foron exploité par la société PROMENS est spécialisé dans la fabrication d'emballages (flacons) en matière plastique pour les cosmétiques et les produits d'hygiène et de soins. Les matières plastiques mises en œuvre à cet effet sont le polyéthylène, le polypropylène, le polyéthylène téréphtalate et le polychlorure de vinyle. Elles se présentent initialement sous la forme de granulés. Les flacons sont réalisés au moyen de machines utilisant des procédés d'extrusion / soufflage ou d'injection / soufflage. Ils peuvent ensuite être décorés par sérigraphie, marquage à chaud ou recouverts d'une étiquette.

L'usine emploie actuellement 80 personnes. Le site occupe une surface de 4 ha, dont 1,7 ha de bâtiments. La production annuelle est de l'ordre de 1600 tonnes de produits finis (environ 80 millions de flacons).

Sur le plan administratif, un arrêté préfectoral n°2006.102 du 19 janvier 2006 d'autorisation d'exploiter au bénéfice de la société DECOPLAST PACKAGING SPIDE encadre les activités ICPE 2661, 2661, 2925, 1185, 2920 et 2921 du site. Par la suite, Monsieur le préfet de la Haute-Savoie a donné récépissé à la S.A.R.L. PROMENS de sa déclaration de changement de raison sociale et d'exploitant (suite à la lettre de l'exploitant du 17 juillet 2008).

Du fait des modifications de la nomenclature ICPE, (et, concernant la rubrique 1185, de la suppression des équipements contenant des PCB), l'exploitant n'est plus soumis qu'à simple enregistrement au titre des rubriques 2661 et 2661.

Cas particulier de la rubrique ICPE 2925 :

Selon les informations recueillies auprès de l'exploitant lors de la visite d'inspection du 17 septembre 2024, il ne serait plus concerné par la rubrique 2925 (charge d'accumulateur pouvant dégager de l'hydrogène) car la capacité maximale sur site est de 26,65 kW (inférieure au seuil de déclaration fixé à 50 kW). Initialement, l'installation de charge d'accumulateurs était classée à déclaration car le seuil était fixé à 10 kW, puis la rubrique 2925 a été modifiée par les décrets n° 2006-646 du 31 mai 2006 et n°2019-1096 du 28 octobre 2019, portant notamment le seuil de déclaration à 50 kW. Considérant cela, l'exploitant n'est pas tenu de déclarer de cessation d'activité au titre de la rubrique 2925, dont le déclassement est intervenu du fait de la modification de la nomenclature.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 19/01/2006, article 2.3	
2	Exploitants concernés par les analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	
4	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'arrêté ministériel du 20 juin 2023 n'est pas applicable au site, car celui-ci n'est pas soumis à autorisation au titre de la nomenclature des ICPE. En cela l'inspection ne formule pas de demande explicite à l'exploitant, bien que des recommandations et remarques soient formulées dans les fiches constats ci-après.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Schéma des réseaux d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2006, article 2.3	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Schéma des réseaux d'eau	
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.  [...]	
<b>Constats :</b>  En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par son courriel du 13 septembre 2024, un plan des réseaux daté du 24 juillet 2024.   En cela, il respecte la prescription contrôlée.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 2 : Exploitants concernés par les analyses PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      Exploitants concernés par les analyses PFAS	
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.  Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.	
<b>Constats :</b>  Tel que décrit dans la partie de présentation de l'établissement, celui-ci n'est plus soumis à autorisation mais est maintenant soumis à enregistrement au titre de la nomenclature ICPE.  Ainsi, selon son article 1er, l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ne s'applique pas à l'établissement.  Considérant cela, l'ensemble des prescriptions contrôlées présentées dans les points de contrôles ci-après ne s'appliquent pas à l'établissement. Les constats formulés ci-après sont donc à considérer comme de simples recommandations ou observations.	
<b>Respect de la prescription :</b>	Prescription inadaptée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans Objet	

### N° 3 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS	
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>	
<b>Constats :</b> <p>Tel que décrit au point de contrôle N°2, cette prescription n'est pas applicable à l'établissement.</p> <p>L'exploitant a confirmé avoir utilisé la liste des 20 PFAS décrite dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (appelé « AM PFAS » dans le présent rapport), ainsi que l'indice AOF décrit dans ce même arrêté, pour la réalisation de 3 campagnes d'analyses successives, en deux point du réseau d'eaux usées du site (à l'est du site et au coin sud-est du site). Ces campagnes d'analyses sont considérées comme des analyses volontaires réalisées par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a précisé avoir vérifié les fiches de données de sécurité (FDS) de ses produits principaux afin de vérifier s'il convenait d'ajouter des PFAS à la liste des 20 PFAS prévus dans l'AM PFAS. A cela l'inspection a émis une réserve, expliquant que des PFAS pouvaient se trouver dans des produits, quand bien même la FDS ne le stipule pas (présence à l'« état de trace » au sens des règlements REACH et CLP, sans obligation de mention dans les FDS). Un des moyens efficaces de s'assurer de l'absence de PFAS dans ses produits est de questionner l'ensemble de ses fournisseurs afin d'obtenir une attestation de leur part, d'absence de PFAS dans les produits fournis.</p> <p>Enfin, l'exploitant a expliqué que le procédé industriel mis en œuvre dans l'usine n'émet pas de rejets aqueux industriels. L'exploitant a précisé que cet état de fait est valable depuis qu'un évier de rinçage des écrans de sérigraphie ait été dévoyé vers une cuve de stockage (évier initialement ligné sur le réseau sanitaire). Cette modification est intervenue après exploitation des résultats d'analyses PFAS (détail au point de contrôle suivant) et questionnement des opérateurs lors d'un audit au titre du code du travail.</p> <p>Pour récapituler, il semble cohérent de ne pas appliquer l'AM PFAS au site PROMENS de la Roche Sur Foron, considérant que l'établissement est soumis à simple enregistrement ICPE, et ne rejette pas d'effluents aqueux industriels.</p>	
<b>Respect de la prescription :</b>	Prescription inadaptée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans Objet	

N° 4 : Réalisation des campagnes d’analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024      Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Tel que décrit au point de contrôle N°2, cette prescription n'est pas applicable à l'établissement.

L'exploitant a cependant effectué des campagnes d'analyses volontaires les 23/04/2024, 28/05/2024 et 17/06/2024 sur deux points de rejets (eaux sanitaires) : la partie administrative de l'établissement, et la partie Atelier/maintenance.

Ces analyses ont été réalisées par le laboratoire Apave Exploitation France.

Sur les 20 PFAS analysés, aucun n'est quantifié dans les rejets de la partie administrative (résultats inférieurs à la limite de quantification - LQ - de 0,10µg/l).

En revanche, une teneur en indice AOF de 2,7µg/l (et flux de 8,7 mg/j) est décelée sur le prélèvement "partie administrative" de juin 2024.

Dans les rejets concernant la partie atelier/maintenance, les seuls PFAS mesurés (au-dessus de la LQ de 0,10µg/l) sont les suivants :

Substance	LQ	Concentration	Flux
PFHxA	0,10µg/l en avril et mai	0,2µg/l en mai	0,6mg/j (28 mai)
	0,01µg/l en juin	0,011µg/l en juin	0 en juin (selon modalités de l'AM PFAS)
Indice AOF	2µg/l	22µg/l en avril	71,3mg/j (23 avril)
		39µg/l en mai	126,4mg/j (25 mai)

Considérant que le procédé industriel ne rejette pas d'effluent aqueux, l'exploitant s'est questionné sur la provenance du PFHxA et de l'indice AOF mesurés. Lors d'un audit au titre du code du travail, un opérateur présente le fait qu'il nettoie dans un évier les écrans de sérigraphie après leur « gravure » par une machine utilisant un laser. Le laser a pour objet de « griller » la partie de l'écran qui devra laisser passer la peinture, afin que la sérigraphie réalisée au travers de l'écran « imprime » sur les flacons le dessin ou le texte désiré. Ces dessins et textes gravés sur l'écran de sérigraphie sont au préalable conçus par ordinateur (conception assistée par ordinateur, CAO).

Après avoir questionné le fournisseur des écrans, celui-ci confirme la présence en faible quantité de PFHxA dans les écrans. Ces derniers étant constitués de PTFE. La faible concentration de PFHxA dans les analyses effectuées par l'exploitant, associée aux indices AOF mesurés sur les mêmes dates, pourraient laisser penser à une autre source potentielle. Cela reste à nuancer par le fait que la fiabilité

de l'indice AOF pour rendre compte de la concentration totale de fluor organique n'est pas démontrée à ce stade. Il est également possible que le PTFE de l'écran, « grillé » par le laser sur les zones voulues, puisse se dégrader en chaînes carbonées plus courtes, et ainsi recréer des PFAS à chaînes plus ou moins courtes (en fonction des conditions de température).

Pour écarter ces multiples questions, l'exploitant pourrait très utilement réaliser une campagne d'analyse complémentaires en :

- analysant l'eau d'entrée de l'usine pour vérifier l'absence de PFAS en entrée d'usine (l'on peut cependant considérer que cela est déjà mesuré par l'analyse de la partie administrative de l'usine, exempte de PFAS) ;

- utilisant une liste de PFAS plus large que la liste des 20 PFAS susmentionnée (la représentativité de l'indice AOF n'étant pas démontrée, une liste large de PFAS permet utilement d'en vérifier la présence ou non).

<b>Respect de la prescription :</b>	Prescription inadaptée
<b>Type de suites proposées :</b>	Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>	Sans Objet



## N° 5 : Précisions des mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      Respect des limites de quantification	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.  Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.  Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.	
<b>Constats :</b>  Tel que décrit au point de contrôle N°2, cette prescription n'est pas applicable à l'établissement. Cela étant, les analyses volontaires effectuées par l'exploitant respectent les limites de quantification de la prescription contrôlée.	
<b>Respect de la prescription :</b>	Prescription inadaptée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans Objet	

## N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      Restitution des résultats sur GIDAF	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.	
<b>Constats :</b>  Tel que décrit au point de contrôle N°2, cette prescription n'est pas applicable à l'établissement. Cela étant, l'exploitant a transmis les résultats de ses analyses volontaires sur la plateforme GIDAF.  Considérant que les analyses effectuées n'entrent pas dans le cadre de l'AM PFAS (non applicable au site), l'exploitant n'a aucune obligation de renseignement dans GIDAF des données et a demandé en séance à l'inspection des installations classées d'en assurer la suppression de l'application. Cette suppression sera effectuée à l'issue de la phase de contradictoire 15 jours débutant lors de la transmission du présent rapport à l'exploitant.	
<b>Respect de la prescription :</b>	Prescription inadaptée
<b>Type de suites proposées :</b>	Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>	Sans Objet